

---

---

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

-----  
Bureau de l'Environnement  
et des Espaces Naturels  
-----

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
DU 20 AVR. 1999

PRESCRIVANT LA CONSTITUTION DE GARANTIES FINANCIERES  
POUR LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE EXPLOITEE PAR LA SOCIETE DIEBOLT,  
A STEINBOURG, AU LIEU-DIT "MONSAU"

Le Préfet de la région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 4-2 et 16-5 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée, notamment ses articles 23-3 à 23-7 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 1995 autorisant la société DIEBOLT à exploiter une carrière, sur le territoire de la commune de STEINBOURG ;
- VU le dossier en date du 3 novembre 1998 par lequel la société DIEBOLT a produit les éléments en vue de déterminer les garanties financières pour la carrière susvisée, et comportant notamment le plan du schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état ;
- VU les avis et proposition de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de la réunion du ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, visant à préciser le montant des garanties financières, et les modalités de mise en œuvre ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

.../...

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 1995 sont complétées par celles figurant aux articles ci-après :

**Article 2 : Montant des garanties financières**

La société DIEBOLT produira, au plus tard le 14 juin 1999, pour la carrière située au lieu-dit "Monsau" sur le territoire de la commune de STEINBOURG, des garanties financières fixées comme suit :

Montant des garanties (TTC)

42 400 F

**Article 3 : Actualisation du montant des garanties financières**

Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

**Article 4 : Justification des garanties financières**

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

.../...

**Article 5 : Appel aux garanties financières**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

**Article 6 : Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation**

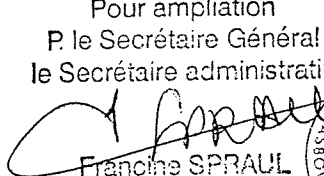
Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.


**Article 7 : Levée des garanties financières**

- A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le Préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

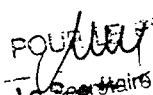
Ces dispositions se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs qui leur seraient contraires.

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général  
le Secrétaire administratif,

  
Francine SPRAUL



Le Préfet

  
POUR LE PREFET  
Le Secrétaire Général  
MICHEL LAFON

**Délais et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifié).